MACRON - LE PEN : de la TRAGEDIE à la FARCE

vendredi 17 janvier 2020, par Jacques COTTA

Déjà les grandes manoeuvres électorales font leur apparition. Le scénario Marine contre Emmanuel revient sur le devant de la scène. On voudrait nous refaire le coup des présidentielles. Emmanuel Macron le démocrate contre Marine le Pen la fasciste, évidemment. Il s'agirait comme il y a deux ans d'assurer l'élection par une infime minorité du corps électoral, par défaut et seulement par défaut.

Mais c'est oublier, comme disait Marx que si "l'histoire se répète toujours deux fois, la première c'est comme une tragédie, la seconde comme une farce". La manoeuvre réitérée est tellement grossière qu'elle pose quelques questions d'évidence, et inspire quelques remarques.

Pourquoi donc cette précipitation ?

1- Il faudrait faire oublier que le conflit social pour sauver les retraites est toujours d'actualité. Comme si les choses étaient pliées. La lutte des classes n'aurait plus son mot à dire, plus de poids, plus d'effet. Evidemment cela est une pure vue de l'esprit inquiet des gouvernants et de leurs affidés. Sans doute n'y a t'il pas retrait du projet gouvernemental. Mais une chose est certaine : Emmanuel Macron voulait une victoire à la Thatcher qui avait liquidé les capacités de résistance de la classe ouvrière britannique pour des décennies en écrasant les mineurs, ou une victoire à la Reagan qui avait fait de même avec les aiguilleurs du ciel aux états-unis. Là il n'en n'est rien. Même si la situation est dure, difficile, il ressort des mobilisations qui se poursuivent, même moins massives, que "le moral" et la détermination sont toujours intacts. Contre toute attente, les chiffres de sympathie pour les grévistes, la grève et les manifestations ne faiblissent pas. Politiquement, la situation est loin d'être réglée. Dans la conscience collective, il faudra bien solder les comptes un jour...

2- Il faudrait de toute part engranger -du moins le pensent-ils- sur le terrain électoral dans deux ans une situation toujours en développement aujourd'hui. Deux ans à l'échelle d'un élu qui n'a pour visibilité que la durée de son mandat, c'est beaucoup. Mais ce n'est rien au regard des évènements vivants qui occupent les classes sociales. Nul ne peut dire ou prévoir aujourd'hui dans quelle situation nous serons dans deux ans. Macron aura t'il enfoncé le clou, aura t'il été désarmé politiquement ? Quelles capacités d'agir lui restera t'il dans une situation marquée par plus d'un an de Gilets jaunes mobilisés, plus de 5 semaines de grèves, plusieurs millions dans la rue qui ont pris l'habitude d'exister, tout simplement ?

Alors, que penser, comment envisager l'avenir ?

1- C'est bien une farce qui se prépare. Car depuis les dernières élections présidentielles, Emmanuel Macron et ses donneurs d'ordre ont fait leur preuve. Ils justifient sans effort la volonté qui sera sans nul doute majoritaire : **"Pas une voix pour Macron"**, quels que soient ses opposants.

2- L'épouvantail Le Pen a fait long feu. On ne pourra me soupçonner d'être lepéniste, mon activité professionnelle et mon engagement depuis plus de 50 ans en témoignent. Alors je me permets de

dire les choses comme beaucoup les pensent sans doute sans oser les exprimer. La politique mise en place par Emmanuel Macron au nom de la gauche, de la droite, des banquiers et fonds de pensions, les méthodes utilisées par le régime sous sa présidence n'ont rien à envier, c'est le moins qu'on puisse dire, aux craintes inspirées par la responsable du RN. Sur le plan social, sur le plan répressif, sur le plan judiciaire, sur celui des libertés, non seulement Emmanuel Macron n'a été un rempart contre rien du tout, mais il a mis en oeuvre une orientation d'un autoritarisme et d'une violence qui placent Marine Le Pen en arrière plan. Si on veut parler élections, alors il faut tirer les conclusions : **"Pas une voix pour Macron"** est un sentiment et une position répandue que la "morale" et la "bien-pensance" ne pourront contrecarrer. Pas une voix pour Macron directement, et évidemment, pas une voix pour ses candidats, déclarés ou camouflés.

La situation pose une série de questions dont celles de **la démocratie**, de **l'égalité**, du **respect**, de **la dignité**… Autant de mots lourds de sens qui sont le ferment de mobilisations et de préoccupations qui durent.

En réalité c'est **la République** dans ses fondements qui est remise en question.

Ne serait-il pas utile, dans les temps qui viennent, de s'orienter vers de grands états généraux de la République qui se fixeraient l'objectif de tirer le bilan du pouvoir, de sa politique, et de dégager les quelques mesures nécessaires, dont l'abrogation des lois "travail", "chomage", "retraites", etc…, que nécessitent avec urgence la situation du pays.

Jacques Cotta
Le 17 janvier 2020